

25/03/2020 - Adhésion de la Macédoine du Nord et de l'Albanie : une décision incompréhensible

« Alors que l'Union européenne fait face à une crise majeure, dont les conséquences sociales et économiques seront immenses, la décision prise par les États-membres d'ouvrir les discussions en vue d'un futur élargissement de l'Union européenne à la Macédoine du Nord et à l'Albanie est aberrante. Cette réunion devait se concentrer sur l'urgence absolue qu'impose le coronavirus ; et de fait, les chefs d'Etat et de gouvernement européens ne devraient avoir pour seul ordre du jour désormais que la coopération nécessaire pour répondre à la crise. Ce nouvel agenda arrêté mardi par les ministres en charge des Affaires européennes est le signe d'une inquiétante déconnexion de la réalité » ont indiqué les membres de la délégation française du Groupe PPE au Parlement européen.

« Sur le fond, le revirement du gouvernement français sur ce sujet est un triste reniement. La campagne de 2019 a été l'occasion des accusations les plus injustes à l'égard de ceux qui rappelaient qu'Emmanuel Macron s'était dit favorable à l'entrée des Balkans dans l'UE. Quelques mois après l'élection, prétextant une modification du processus d'adhésion, le gouvernement français soutient l'adhésion de l'Albanie et de la Macédoine du Nord, à laquelle il avait promis de s'opposer tout au long de la campagne européenne. L'ajustement dans les méthodes de négociation ne change pourtant rien au problème de fond : faut-il poursuivre aujourd'hui l'élargissement de l'UE ? »

« Notre réponse est claire et constante : l'Union européenne doit d'urgence se consolider, et faire la preuve de son efficacité, en particulier dans la crise que nous traversons. Alors que le Président de la République lui-même déplore le manque de réactivité des institutions européennes actuelles, il est incompréhensible qu'il soutienne aujourd'hui la poursuite de l'élargissement. L'Europe doit tisser par la politique de voisinage un lien fort avec les pays des Balkans ; mais la vérité oblige à assumer que sa première responsabilité est de se réformer, non de s'élargir », ont conclu les députés européens.